

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



Si notre Internationale est encore faible en nombre elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres

Extrait du programme de "La Quatrième Internationale" de notre Revue "QUATRIÈME INTERNATIONALE" N° 8, Prix : 2 francs

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X<sup>e</sup> ABONNEMENTS France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs. Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs. Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

Contre le plan Daladier-Mandel Contrôle ouvrier et paysan

L'adaptation doit se faire progressivement. L'essentiel est d'aboutir. Ainsi « Paris-Midi », en commentant le dernier train de décrets-lois Daladier, nous révèle le plan de l'Etat-Major patronal. Il faut éviter de provoquer une levée en masse qui serait fatale à l'exploiteur. Il s'agit d'aboutir, par coups successifs. Si on observe que la C.G.T., le Parti Socialiste, le Parti Communistes à l'occasion de ce deuxième train, ont fait le maximum pour faciliter son passage, on doit conclure que cette méthode « d'adaptation progressive » a l'assentiment des dirigeants du « Front Populaire ». Ces derniers veulent bien revenir de leur indignation démagogique manifestée lors des premiers décrets-lois. Ils disent à Daladier : Allez-y plus doucement. Nous sommes d'accord quant au but. C'est pourquoi, au Mur, la direction officielle a soigneusement évité tout mot d'ordre contre les décrets-lois. C'est pourquoi la délégation des gauches, où Ducloux est devenu un grand-maitre pour radicaux et francs-maçons, s'est déclarée « satisfaite » de M. Daladier, aux termes de son communiqué. Et c'est pourquoi, nous les bolcheviks-léninistes, tout en poursuivant la lutte contre la première agression de Daladier-Marchandeaun, pour l'abrogation des décrets-lois, nous pensons qu'il faut en même temps dénoncer le plan perfide que révèle le « second train », et lui opposer un barrage non moins énergique. Il s'agit tout d'abord, du coup de pic contre les 40 heures. Les 45 heures ont été imposées pour la « défense nationale ». Cependant 20 % des ouvriers font aujourd'hui moins de 40 heures. Il y a plus de cent mille chômeurs en augmentation sur l'an dernier. Mais la bourgeoisie et Daladier veulent abattre l'édifice tout entier des 40 heures. Le dernier décret fait dans ce sens un premier pas important. Il se présente sous l'aspect anodin d'un décret relatif à la « récupération des heures perdues ». La récupération des heures perdues, dit le rapport, sera assurée au cours de l'année de manière qu'un total de deux mille heures puisse être réalisé par établissement et par groupe. De même les plus grandes facilités sont assurées en ce qui concerne les heures supplémentaires. Enfin, la pratique du travail par roulement pourra être étendue ». Plus que jamais, bas les pattes devant les 40 heures, tel est le mot d'ordre que nous avons fait acclamer au Mur ! Le Gouvernement affirme sa volonté de faire preuve « de dynamisme... pour seconder les initiatives privées, qu'il s'agisse de l'emploi des capitaux ou de l'intensification des efforts des travailleurs » (sic). Dynamisme pour aider les capitalistes, et pour réprimer les travailleurs. Pour ces derniers, décrets-lois contre les immigrés, contre les 40 heures, 8 % de charges en plus, préparation du décret-loi contre le droit de grève. Pour les premiers, travaux qui enrichiront les grosses sociétés. Onze milliards ! Les travailleurs, en particulier ceux du Bâtiment, doivent exiger et imposer le contrôle de leurs comités élus sur les fonds des grands travaux ! De même les petits commerçants et industriels, les paysans petits et moyens, les artisans doivent s'unir pour imposer dans les Comités côte à côte avec les ouvriers, le contrôle ouvrier et paysan, sur les 300 millions du crédit industriel, commercial, hôtelier, qui sont, en principe octroyés par les décrets-lois ! Ils exigent en même temps l'extension de ces crédits au détriment des budgets de guerre ! Cette lutte sera la première étape pour la nationalisation des Banques par la fusion de toutes les entreprises de crédits et l'expropriation des gros capitalistes financiers au profit des Comités ouvriers et de paysans ! FRONT OUVRIER ET PAYSAN CONTRE LE PLAN DALADIER ! DEVELOPPEMENT DES COMITES POUR LE CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN SUR LA PRODUCTION ET LES BANQUES !

A Saumur A BAS LA DÉFENSE PASSIVE

Notre région étant le théâtre d'exercices de défense passive, nos camarades en accord avec des membres de la L.I.C.P. et entraînant des sympathisants, défilèrent au chant de l'Internationale et de la Jeune Garde. Faisant face aux fascistes qui criaient « Vive l'armée » et saluait à la romaine, nous accueillîmes les soldats (qui nous séparèrent des émeutes de Mussolini) aux cris de « A bas les 2 ans », « Les soldats avec nous ! ». Les autorités civiles et militaires donnent l'ordre aux soldats de barrer la rue. Notre camarade Baufrère est arrêté ; une camarade qui proteste l'accompagne au poste. Deux autres les rejoignent au commissariat tandis qu'un groupe de protestataires se massent devant la porte. En définitive, 19 contraventions sont dressées contre des camarades « trotskystes » de la L.I.C.P. et communistes. De nombreux ouvriers nous ont témoigné leur sympathie. Des communistes nous ont reproché de ne les avoir point avertis et regrettèrent de n'avoir pu manifester. Pacifistes, socialistes, communistes, Trotskystes ont fait le front unique dans l'action. Contre les 2 Ans ! Contre la Guerre impérialiste ! Pour la Révolution mondiale ! Front ouvrier ! Front rouge ! M. L.

AU MUR DES FÉDÉRÉS Le P. O. I. et les J. S. R. ont fait acclamer les mots-d'ordre révolutionnaires !

La belle manifestation du 29 mai au Mur a montré que le prolétariat parisien était loin du découragement. Des centaines de milliers de travailleurs sont venus renouveler le serment de venger les communs. Cependant, la manifestation fut morne : peu de chants, peu de cris. A l'attitude même des ouvriers, on sent qu'ils cherchent une voie et une direction. Les syndicats eux-mêmes n'ont pas de mots d'ordre revendicatifs. Seuls quelques usines et quelques sections syndicales réclament le respect des 40 heures, l'échelle mobile, les conventions collectives nationales. Par endroit, des groupes lancent des mots d'ordre plus hardis. Plusieurs groupes de postiers défilent avec des pancartes contre l'Union Sacrée. La Gauche Révolutionnaire, malgré ses innombrables pancartes et pan-neux semble chercher ses mots. Aux staliniens, elle se contente de crier : « Unité sans curés », ce qui provoque des altercations violentes, mais ne convainc pas un seul ouvrier stalinière sincère. Seuls les camarades groupés autour du drapeau du P.O.I., tout à la fin du cortège, donneront tout à la fin de la manifestation un caractère combattif. Défendons nos 40 heures ! Dorlot au poteau ! A bas les décrets Daladier ! A bas les deux ans ! Libérons les colonies ! Droit d'asile aux immigrés ! A bas l'Union Sacrée ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Un seul drapeau, le drapeau rouge ! — tous ces mots d'ordre sont peu à peu repris par les camarades de la G. R. Tout ce qu'il y a de combattif dans la manifestation s'agglomère autour de ces deux groupes qui se confondent peu à peu. Le vieux cri : « Les Soviets partout » réveille les échos et les espoirs de combat chez beaucoup d'ouvriers qui ont quitté le P. C. ou qui même, y sont encore. Et c'est plus de dix mille ouvriers qui font une manifestation enthousiaste de lutte et d'esprit révolutionnaire devant la tribune, où Thorez affiche un sourire plutôt gêné. Tout le long du parcours, il y a eu un écho pour les mots d'ordre de notre Parti. A la dislocation, Weill-Curiel prend la parole pour se féliciter du succès de cette manifestation et laisser entrevoir la possibilité du nouveau parti. Puis Naville dit la satisfaction de notre Parti d'avoir vu ouvriers socialistes, communistes, trotskystes, unis

Camarade de la G. R. vous discuterez à Royan du nouveau parti ! Voici la charte du marxisme révolutionnaire

Les camarades de G. R. vont discuter d'une charte pour un parti. Nous publions ci-après la Charte politique du parti marxiste révolutionnaire. 1. Le Parti a pour but l'abolition du régime de l'exploitation capitaliste et du salariat, l'appropriation collective des moyens de production, la transformation de la société capitaliste en société socialiste. Seule la lutte de masse révolutionnaire, pour la prise du pouvoir par l'insurrection armée, permet le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, garantie de l'instauration du socialisme et de la disparition des classes et de l'Etat. 2. La lutte pour le pouvoir ne peut être menée par le Parti que par une lutte acharnée contre les idées et méthodes du réformisme, une rupture organique complète et définitive avec les partisans de la collaboration de classes, ainsi qu'avec les Partis bourgeois. La lutte contre le réformisme n'exclut pas, mais comporte la lutte de classe pour les réformes. La lutte et la délimitation doivent être tout aussi implacables contre les courants centristes, les phrases gauches, la lutte révolutionnaire en paroles et la collaboration de classes en fait ou le louvoiement entre les classes. 3. La lutte pour le pouvoir, de même que la prise du pouvoir et sa conservation par le prolétariat, ne peuvent être réalisées que par l'intermédiaire des Conseils ou Comités élus par les masses directement, et restant en contact immédiat avec elles (soviets). Les comités d'ouvriers, paysans et soldats, représentent historiquement la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, après avoir été les instruments de la prise du pouvoir. Ils représentent une forme suprême du front unique révolutionnaire de la classe ouvrière. La lutte contre la démocratie bourgeoise, qui enfante des formes plus brutales de la dictature du capital (bonapartisme, fascisme), n'exclut pas, mais comporte la lutte pour la défense et l'élargissement des libertés des travailleurs dans la période démocratique. 4. La révolution prolétarienne a un caractère international correspondant au caractère impérialiste, mondial, de l'étape actuelle de la vie du capitalisme. Toute altération nationaliste de la lutte du prolétariat doit être combattue comme une capitulation devant les formes réactionnaires, barbares, des frontières nationales du capitalisme, entrées en lutte inconciliable avec le caractère international de la production et des échanges, et par conséquent aussi de la lutte prolétarienne. Dénonciation de la théorie anti-marxiste du « socialisme dans un seul pays ». 5. Dans le régime capitaliste, qui prépare et déclenche la guerre nécessairement, le prolétariat « n'a pas de patrie ». Il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste, quels que soient les combinaisons et masques démocratiques dont il se couvre. Vis-à-vis de toute guerre impérialiste, le défaitisme révolutionnaire est la seule politique prolétarienne conséquente. Sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal, nulle convention sur la réduction des armements, nulle réorganisation de la S.D.N. ne soustrairaient l'humanité aux guerres impérialistes. 6. La lutte contre la guerre implique « en temps de paix comme en temps de guerre, une lutte systématique, persévérante, clandestine et ouverte, dans l'armée, pour l'amener à renforcer la cause prolétarienne et faire éclater les contradictions de classe qui y sont étouffées. Le parti prolétarien soutient non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, qui sont l'une des bases de la puissance impérialiste française, et des nationalités opprimées, jusque y compris le droit de ces peuples à se séparer de la métropole. Droit du peuple alsacien-lorrain, à l'égal des peuples d'Indochine et d'Afrique du Nord, de disposer de leur sort autrement que sous la « protection » des baïonnettes françaises. Une propagande systématique contre le chauvinisme et la xénophobie en France est nécessaire en France. 7. L'action du parti doit être combinée et doublée par l'activité illégale. Le développement de la lutte de classes jusqu'à la guerre civile exige de ne se fier à aucun condition, à la légalité bourgeoise. Le refus d'organiser l'action illégale équivaut au refus de la lutte révolutionnaire et à la pérennité de la démocratie bourgeoise. 8. Le parti proclame la nécessité de la défense révolutionnaire contre l'impérialisme et la contre révolution intérieure de l'Union soviétique qui, par ses bases sociales et la forme dominante de la propriété, reste un Etat prolétarien. Il lutte pour la liberté d'organisation des partis ouvriers en U.R.S.S., la restauration de la direction ouvrière dans l'Etat dominé par la bureaucratie bonapartiste, le soutien des bolcheviks-léninistes en U.R.S.S. 9. Le parti lutte pour la réalisation d'une politique de front unique dans la classe ouvrière, sans renoncer au droit de critique. L'action de persuasion du parti est nécessaire pour faire progresser la classe ouvrière unie vers ses buts révolutionnaires. 10. Les membres du parti agissent d'une façon coordonnée et disciplinée dans toutes les organisations de masse pour le gagner à la cause de la révolution prolétarienne. Ils organisent dans les syndicats, clubs sportifs, associations diverses, coopératives, comités de masse, des fractions rigoureusement soumises à la direction générale du parti. Dans la CGT, les marxistes léninistes agissent pour le droit à la libre expression des tendances et l'action de classe des syndiqués. 11. La base fondamentale de l'activité du parti doit être l'usine, le chantier, l'entreprise. Le parti soutient les luttes économiques des ouvriers et participe directement à la lutte pour elles, en les reliant toujours à ses objectifs politiques les plus larges. Il participe directement au déroulement et au soutien des grèves. 12. Le régime du fonctionnement du

Les paysans exigent LE MORATOIRE DES DETTES !

Le 20 mai, nouvelle tragédie à la campagne : à Pityam (Pas-de-Calais) cinquante gardes mobiles et gendarmes ont expulsé une famille de fermiers, les frères Blovoet et leur mère, qui ne pouvaient plus payer leur bail. Ces travailleurs étaient là depuis 50 ans. Avec leur sueur et leur sang, ils avaient fait fructifier le sol. Sans pitié, la force armée emmena la mère à l'hospice, les meubles furent jetés dehors... La presse verse des larmes de crocodile. Mais qu'ont fait les organisations syndicales, le Front Populaire du Nord ? Rien. C'est pourquoi nous répétons à nos camarades petits fermiers : groupez-vous pour résister aux saisies, ventes et expulsions ! Alerte les ouvriers, vos frères ! Le gouvernement Blum avait préparé un projet de loi sur la « propriété culturale », qui aurait garanti une indemnité spéciale aux fermiers ou métayers qui avaient longtemps travaillé une terre. Mais cette loi, qui battait en brèche la sacro-sainte propriété foncière, qui pouvait partiellement enrayer l'expropriation des exploitants agricoles, n'est naturellement pas sortie du domaine des promesses. Quant aux crédits pour combattre les résultats de la gelece et de la sécheresse, on n'en parle plus. Les bavardes de la Chambre et au Sénat sont satisfaits après avoir écrit dans les journaux qu'ils demandaient « 3 milliards », sur le compte de l'inflation. Mieux que ça : nous avons vu dans le Var et les Alpes-Maritimes, le député Pourtaet trouver une nouvelle musique pour les paroles de l'Internationale : « Producteurs, sauvez-vous vous-mêmes ! » Pour lui, cela veut dire que les cultivateurs en difficulté doivent se cotiser et « s'entraider ». Il propose cela dans le Cri des A.-M. Il crée des Comités pour collecter des fonds. On n'en croit pas ses yeux ! Non seulement il ne demande pas aux députements ou à l'Etat les secours que Renaud Jean promet du haut de la Commission de l'Agriculture, mais il invite tout simplement les paysans sinistrés de supporter les frais de leur situation actuelle. Eh bien, les paysans ne sont pas de cet avis. Ils veulent un moratoire des dettes, leur révision par les Comités de paysans, et un contrôle des prix des produits qu'on leur livre (engrais, outillage). Ainsi allégés, l'exploitation de la terre pourrait s'achever vers le bien-être... Ajoutons la lutte contre la majoration des impôts Daladier. Les ouvriers seront avec les paysans travailleurs dans cette lutte, car elle leur est commune. Assez de bavardages ! Ce sont les grands capitalistes, les trusts et les banques qui sont les responsables : à eux de payer. Aux paysans de détruire les privilèges, et de s'unir pour les expropriés. J. BONHOMME. Nous avisons tous nos amis que le troisième numéro de notre bulletin : Terre libérée, est sous presse. Aidez-nous à le faire paraître : envoyez votre souscription au journal avec la mention « Bureau paysan ».

parti est celui de la démocratie centralisée. A tous les échelons les directions sont élues. La liberté de discussion est entière, dans les cadres du programme et de la discipline d'action la plus complète. La presse, les élus, les fractions, en général toutes les formes de l'activité des membres du parti dans l'impureté quel milieu sont étroitement soumises à la direction du Comité central. La composition sociale du parti doit être systématiquement orientée vers les éléments prolétariens. Ainsi, le centralisme démocratique prolétarien devient l'instrument d'une politique révolutionnaire. 12. Le parti est affilié au Bureau de la Quatrième Internationale, dont il est la section française. Il travaille à l'organisation de la direction internationale des partis et groupes se plaçant sur la plate-forme de la Quatrième Internationale, qui repose sur les principes stratégiques élaborés par Marx et Engels, Lénine et Trotsky.

